



A Paris, le 26 juillet 2017,

Cher John F. Milligan, Directeur Général de Gilead,

Activistes rassemblés-es à Paris pour défendre un meilleur accès aux traitements à l'occasion de l'édition 2017 de l'IAS, nous attirons votre attention sur les revendications formulées par nos communautés.

Les prix que vous pratiquez pour le traitement contre l'hépatite C sont extrêmement élevés et demeurent prohibitifs dans une majorité de pays : 32 000\$ en France, 12 000\$ en Malaisie, 4 500\$ au Brésil. Vos licences volontaires, supposées faciliter l'accès aux médicaments dans les pays en développement, excluent de nombreux pays à revenu intermédiaire particulièrement touchés par l'épidémie, y compris ceux où Gilead n'a pas obtenu de brevet, et leur imposent donc des restrictions en matière de production et de circulation des principes actifs, dont les fabricants de génériques ont besoin dans les pays en développement.

Nous exigeons que vous abaissiez le prix des traitements contre l'hépatite C, que vous élargissiez le périmètre de vos licences volontaires afin d'y inclure TOUS les pays à revenu faible et intermédiaire et que vous y leviez toutes les restrictions relatives à la production et à la circulation des principes actifs.

Dans certains pays, vous êtes parvenu à obtenir des certificats complémentaires de protection étendant votre monopole sur le TRUVADA au-delà de la période prévue par le brevet. Aujourd'hui, les fabricants de génériques sont prêts à lancer sur le marché des versions plus abordables de ce médicament qui est attendu d'urgence afin notamment d'élargir l'accès à la PrEP. De tels certificats retardent l'entrée sur le marché de ces génériques.

Nous exigeons que vous respectiez la durée initiale du brevet qui expire dès aujourd'hui et que vous renonciez à toute tentative visant à empêcher la mise sur le marché des génériques.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées,

Aurélien Beaucamp, AIDES, Président

Vincent Pelletier Coalition PLUS, Directeur Général

Othoman Mellouk, ITPC, chef du secteur Propriété Intellectuelle et Accès aux Médicaments

